

FRANCE



Treaty Series No. 60 (1983)

Exchange of Notes

between the Government of the
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
and the Government of the French Republic concerning
Exchanges of Information in the event of Emergencies
occurring in one of the two States which could have
Radiological Consequences for the other State

London, 18 July 1983

[The Agreement entered into force on 18 July 1983]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
October 1983*

LONDON

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

£1.30 net

Cmnd. 9041

**EXCHANGE OF NOTES
BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE
GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC CONCERNING
EXCHANGES OF INFORMATION IN THE EVENT OF
EMERGENCIES OCCURRING IN ONE OF THE TWO STATES
WHICH COULD HAVE RADIOLOGICAL CONSEQUENCES FOR
THE OTHER STATE**

No. 1

*The Ambassador of the French Republic at London to the Minister of State
for Foreign and Commonwealth Affairs*

Ambassade de France

No. 697

Londres, le 18 Juillet 1983

Monsieur le Ministre,

A la suite des entretiens qui se sont déroulés entre des représentants du Gouvernement de la République française et du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, j'ai l'honneur, de vous proposer, d'ordre de mon Gouvernement, les mesures suivantes, au sujet des échanges d'information en cas de situation d'urgence survenant dans l'un des deux Etats et pouvant avoir des conséquences radiologiques pour l'autre Etat :

(1) Chaque Etat Partie informe sans retard l'autre Partie de toute situation d'urgence survenant sur son territoire du fait d'activités civiles, qui pourrait avoir des conséquences radiologiques susceptibles d'affecter l'autre Etat.

(2) Les Parties mettent en place et maintiennent en service un système approprié d'information mutuelle.

(3) En particulier, des centres d'alerte réciproque (ci-après dénommés centres d'alerte principaux) sont mis en place par le Gouvernement français au Ministère de l'Intérieur et par le Gouvernement britannique au H.M. Nuclear Installations Inspectorate of the Health and Safety Executive (pour la transmission des alertes vers la France) ainsi qu'au Department of the Environment (pour la réception des alertes de France).

En tant que de besoin, d'autres centres d'alerte réciproque pourront être mis en place à l'échelon régional.

(4) Les Parties veillent à maintenir des liaisons appropriées entre les centres d'alerte. Chaque Partie notifiera par la voie diplomatique à l'autre Partie, et son centre d'alerte principal signalera directement au centre d'alerte principal de l'autre Partie, les modifications intéressant ses centres d'alerte qui pourraient empêcher qu'une information convenable soit transmise rapidement au centre d'alerte principal de l'autre Partie.

(5) Le système d'information mutuelle, établi en application du paragraphe (2) ci-dessus, doit être en mesure de recevoir et de transmettre vingt-quatre heures sur vingt-quatre les éventuelles informations dont il disposerait sur les situations d'urgence visées au paragraphe (1) ci-dessus.

(6) Les réseaux de transmission entre les centres d'alerte principaux du Gouvernement du Royaume-Uni et le centre d'alerte principal du Gouvernement de la République française visés au paragraphe (3) ci-dessus, seront éprouvés périodiquement et, dans tous les cas, au moins une fois par an.

(7) L'utilisation des réseaux de transmission, visés au paragraphe (6) ci-dessus, obéit à des procédures permettant d'exclure les informations erronées.

(8) Les informations sur les situations d'urgence, visées au paragraphe (1) ci-dessus doivent comporter toutes les données disponibles permettant d'évaluer le risque et notamment :

(a) la date, l'heure et le lieu de l'événement

(b) la nature et la cause de l'événement

(c) les caractéristiques de l'émission éventuelle (nature, forme physique et chimique ainsi que, dans la mesure du possible, quantité de substances radioactives émises); l'évolution prévisible de l'émission dans le temps; la nature du milieu de transfert (air et/ou eau); les données météorologiques et hydrologiques permettant de prévoir la dispersion des matières radioactives dans l'environnement.

(9) Les informations relatives aux situations d'urgence visées au paragraphe (1) ci-dessus doivent être complétées par la transmission des données disponibles sur les mesures prises ou envisagées pour y répondre par l'Etat où s'est produite une telle situation.

(10) Les informations concernant l'évolution, dans les deux pays, de la situation créée par la situation d'urgence, notamment la fin de celle-ci, feront l'objet de transmissions complémentaires.

(11) Lorsque se produit une situation d'urgence au sens du paragraphe (1), et après accord entre les autorités visées au paragraphe (3) ci-dessus, chaque Partie peut envoyer en mission une personne habilitée à recueillir directement auprès des autorités compétentes du pays où a eu lieu la situation d'urgence, tout renseignement susceptible d'éclairer son Gouvernement sur les conséquences que ladite situation d'urgence pourrait avoir dans son pays. Les autorités du pays où a eu lieu la situation d'urgence assureront les contacts que les deux Parties estiment utiles au bon déroulement de la mission.

(12) La procédure d'information, établie par les paragraphes précédents, s'applique également à tout événement non couvert par les dispositions du paragraphe (1), ci-dessus, survenant dans l'un des deux Etats et pouvant avoir des conséquences radiologiques dans l'autre Etat.

(13) Aucune information sur les données relevant du secret militaire ne fera l'objet d'une communication en vertu des présentes propositions.

(14) La compétence des autorités nationales, chargées de l'exécution des présentes propositions, est régie par le droit interne respectif de chaque Etat.

(15) Aux fins de l'application des paragraphes précédents l'expression Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord inclut les Iles Anglo-Normandes et l'Ile de Man, et le terme Etat sera ainsi interprété.

Les paragraphes précédents ne s'appliquent pas aux DOM-TOM de la France.

Au cas où les dispositions précédentes, dont le texte en langue française et le texte en langue anglaise feront également foi, recueilleraient l'accord du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, j'ai l'honneur de vous proposer que la présente lettre constitue, avec votre réponse, un accord entre nos deux Gouvernements, relatif aux échanges d'informations en cas de situation d'urgence pouvant avoir des conséquences radiologiques, qui prendra effet à la date de la réponse de Votre Excellence et demeurera en vigueur tant qu'une Partie n'aura pas notifié par écrit à l'autre Partie son intention de le dénoncer; dans ce cas, le présent accord prendra fin six mois après la date de cette notification.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

E. DE MARGERIE

*The Minister of State for Foreign and Commonwealth Affairs to the
Ambassador of the French Republic at London*

*Foreign and Commonwealth Office
London*

18 July 1983

Your Excellency

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note number 697 of today's date, which in translation reads as follows:

"Following discussions which have taken place between representatives of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic, I have the honour, by order of my Government, to propose to you the following measures concerning exchanges of information in the event of emergencies occurring in one of the two States which could have radiological consequences for the other State:

(1) Each State-Party shall inform the other without delay of any emergency which occurs in its State as a result of civil activities which may have radiological consequences liable to affect the other State.

(2) The Parties shall establish and maintain an appropriate reciprocal information system.

(3) In particular, reciprocal warning centres (hereinafter referred to as 'principal warning centres') shall be set up by the French Government at the Ministère de l'Intérieur and by the United Kingdom Government at HM Nuclear Installations Inspectorate of the Health and Safety Executive (for transmission of warnings to France) and the Department of the Environment (for the reception of warnings from France). Further reciprocal warning centres may be set up at regional level as required.

(4) The Parties shall ensure that appropriate communications links are maintained between the warning centres. Each Party shall notify the other Party through the diplomatic channel, and its principal warning centre shall directly notify the principal warning centre of the other Party, of modifications affecting its warning centres which could prevent the rapid transmission of appropriate information to the principal warning centre of the other Party.

(5) The reciprocal information system established pursuant to paragraph (2) above shall be capable of receiving and transmitting twenty-four hours a day any available information relating to an emergency referred to in paragraph (1) above.

(6) The communications networks between the principal warning centres of the Government of the United Kingdom and the principal warning centre of the Government of the French Republic, referred to in paragraph (3) above, shall be tested periodically and, in any event, at least once a year.

(7) The operation of the communications networks referred to in paragraph (6) above shall have procedures designed to eliminate false information.

(8) Information on emergencies referred to in paragraph (1) above shall include all available data enabling the risk to be assessed including in particular:

- (a) the date, time and place of the occurrence;
- (b) the nature and cause of the occurrence; and
- (c) the particular characteristics of any emission (type, physical and chemical form and, as far as possible, the quantity of radioactive substances emitted); the ways in which the emission can be expected to develop with the passage of time; the nature of the transfer medium (air and/or water); and meteorological and hydrological data which will make it possible to forecast the dispersion of the radioactive material in the environment.

(9) Information relating to emergencies referred to in paragraph (1) above shall be supplemented by the transmission of available data on measures taken or envisaged by the State in which an emergency has occurred, in order to respond to it.

(10) Information concerning the development in both States of the situation created by the emergency, in particular the end of the emergency, shall be subject of additional communications.

(11) When an emergency arises within the meaning of paragraph (1) above, and after agreement has been reached between the authorities referred to in paragraph (3) above, each Party may send an authorised person to obtain directly from the competent authorities of the State in which the emergency occurred, information likely to enable his Government to assess the consequences which that emergency might have in its State. The authorities of the State in which the emergency arose will ensure the contacts which both Parties deem useful for the smooth progress of the mission.

(12) The information procedure set out in the preceding paragraphs shall also apply to any incident not covered by the provisions of paragraph (1) above, which occurs in one of the two States and could have radiological consequences in the other State.

(13) No information relating to military secrets shall be the subject of a communication under the terms of these proposals.

(14) The competence of the national authorities responsible for implementing these proposals shall be governed by the respective national law of each State.

(15) The preceding paragraphs shall apply as if references to the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland included the Channel Islands and the Isle of Man, and the term 'State' shall be construed accordingly. The preceding paragraphs shall not apply to the French Départements d'Outre-Mer and Territoires d'Outre-Mer.

If the foregoing proposals, the texts of which in the English and French languages are equally authoritative, are acceptable to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, I have the honour to suggest that this Note, together with your reply in that sense, shall constitute

an Agreement between our two Governments which shall enter into force on the date of Your Excellency's reply and continue to be in force until six months after one Party has given written notice of termination to the other Party."

In reply, I have the honour to inform Your Excellency that the foregoing proposals are acceptable to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland who therefore agree that your Note, together with this reply, shall constitute an Agreement between our two Governments which shall enter into force on today's date and continue in force until six months after one Party has given written notice of termination to the other Party.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

RICHARD LUCE